

« Messieurs du FMI et de la Banque mondiale, nous vous disons Ciao ! »

C'était le 20 avril à Washington, cette phrase provocatrice était lancée par le ministre vénézuélien des Finances, Rodrigo Cabello.

Ce jour-là, il est venu à Washington remettre un chèque pour solde de tout compte de 3,3 milliards de dollars au FMI.

Hier, le président Hugo Chávez, qui depuis son élection fin 1998 n'a cessé de clamer ses ambitions panaméricaines, a annoncé que son pays se retirait « avec effet immédiat » des institutions de Bretton Woods. Qualifiant la Banque mondiale et le Fonds monétaire international de « mécanismes aux mains de l'impérialisme nord-américain » destinés à exploiter les pays pauvres, le chef de file de la gauche radicale latino-américaine, réélu en décembre, a également annoncé une hausse de 20 % du salaire minimum.

A part le président socialiste de l'Équateur, Rafael Correa, aucun autre président d'une Amérique latine de plus en plus marquée à gauche n'a ouvertement salué la décision de Hugo Chávez.

Récemment, Correa n'avait pas hésité à expulser d'Équateur le représentant de la Banque mondiale.

Mais ce silence diplomatique n'empêche pas la plupart des dirigeants latino-américains de gauche d'émettre de sévères critiques à l'encontre du FMI et de la Banque mondiale. Tous ont vécu comme une tutelle pesante les cures d'austérité du consensus de Washington imposées par les deux institutions de Bretton Woods pendant les périodes de dettes et d'hyperinflation des décennies 80 et 90. Cures d'austérité qui se sont traduites pendant près de vingt ans par un retrait du rôle de l'Etat. Le tout sur fond d'ouverture économique et de libéralisation financière.

La critique traverse tout le sous-continent américain, à tel point que l'idée du Venezuela de recourir, pour d'éventuels financements, à une « Banque du Sud » a reçu le soutien de l'Argentine, de la Bolivie, de l'Équateur...

Et depuis peu d'un Lula da Silva toujours partagé entre « réalisme économique » et critique à l'égard des grands organismes internationaux.

L'idée d'une « Banque du Sud » est de profiter de la bonne santé de l'économie régionale pour fonder un organisme permettant aux pays latino-américains d'affronter en toute autonomie les coups durs. Chávez se fait fort de la faire naître en juin. En attendant, celui qui ambitionne de fonder le « socialisme du XXI^e siècle » est en visite dans la ceinture de l'Orénoque.

📍 Là où se joue l'avenir du Venezuela.

📍 Là où des entreprises pétrolières étrangères contrôlent l'extraction de l'or noir.

📍 Là où il entend lancer un mouvement de nationalisation des industries des hydrocarbures.